

Sections de Haute-Garonne

CDAS du 13 novembre 2015

Communiqué intersyndical

Le projet de loi de Finances pour 2016 fait état d'un budget d'action sociale en baisse de 28 millions d'€ et de la suppression de la subvention à l'association ALPAF. Les Ministres ont délibérément masqué la réalité des chiffres aux organisations syndicales dans un total mépris du dialogue social. Nous ne pouvons l'accepter.

De plus, sur ce budget seront appliqués la réserve de précaution et autres gels et sur-gels.

Les crédits disponibles pour l'action sociale s'élèveront en définitive à un peu plus de 115 millions d' €,

soit une perte pour les agents de 40 millions d'€.

- Les agents des Ministères Économiques et Financiers font face depuis plusieurs années à des suppressions massives d'emplois, plus de 30 000 en 10 ans et encore près de 2600 en 2016.
- Ils subissent des conditions de travail de plus de plus dégradées, le blocage du point d'indice et de leurs rémunérations depuis 2010.
- Pour les agents actifs et retraités des MEF et leurs familles, l'Action Sociale est primordiale. C'est un acquis de 1989 auquel ils sont particulièrement attachés qui a pour but de les aider dans différents domaines et d'améliorer leurs conditions de vie.

Or aujourd'hui, les Ministres s'attaquent-à l'Action Sociale et remettent en cause, de fait, les prestations destinées aux agents. Si la dotation des CDAS reste inchangée (4,98M€) l'augmentation des coûts des marchés publics nationaux et régionaux se traduira par des pertes de prestations pour les agents, par exemple sur les coins repas indispensables sur de nombreux sites.

C'est pourquoi, devant cette absence de dialogue social tant au niveau des Ministres que du Secrétariat Général et ce mépris affiché en direction des agents, les organisations syndicales ont décidé de ne pas siéger à ce CDAS.

**L'Action Sociale est un droit pour tous les agents
Si l'Action Sociale a un coût, elle n'a pas de prix**